

Point de vue écologique critique et prospectif sur la place de l'économie plurielle dans le développement local des territoires

Jean-Marc Fontan¹

Résumé

L'article se penche sur le renouvellement paradigmatique des fondements du développement local des territoires. Ce renouvellement se fait sous la toile de fond d'une nouvelle question mondiale qui mobilise des acteurs sociaux du monde entier autour de réflexions et de pratiques porteuses d'éléments de réponse aux grands problèmes de l'heure. L'hypothèse de travail qui est explorée est celle d'un changement possible d'épistémè dans et par l'innovation culturelle. L'analyse qui découle des processus à la base de la nouvelle question mondiale nous font dire que la simple voie du réformisme ne suffit pas. S'impose donc une révolution culturelle du type de celle qui a marqué le passage de l'Ancien au nouveau Régime dans l'Europe de la fin du 18^e siècle.

Mots-clé

Écologie, changement social, développement local, économie plurielle, innovation, projet local, rapports sociaux, socio-économie, territoire, transformation sociale.

¹ Professeur de sociologie

Co-directeur de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS / <http://www.aruc-es.uqam.ca/>)

Vice-président aux affaires universitaires du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC Canada / <http://www.ciriec.uqam.ca>)

Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, Succursale Centre-Ville
Montréal (QC)
Canada
H3C 3P8
514-987-3000, poste 0240#
Télécopieur : 514-987-4638
Fontan.jean-marc@uqam.ca

Point de vue écologique critique et prospectif sur la place de l'économie plurielle dans le développement local des territoires

Introduction

En 1980, dans un contexte de mondialisation accélérée, il n'est pas étonnant que des acteurs sociaux aient senti le besoin de renouer avec les racines du développement local. Qu'en est-il vingt ans plus tard ?

Force est de constater une évolution dans l'enjeu central. Si les années 1980 montraient une nette préoccupation pour les questions de la création d'emplois et du contrôle local, au passage de l'an 2000, nous observons une transition vers de nouvelles questions.

D'une part, la volonté de confiner le développement local au développement endogène est mise de côté au profit d'un développement local tourné vers un ensemble de ressources et de réseaux internes ou extérieurs au territoire concerné. Cette préoccupation de mise en relation avec d'autres territoires ou avec différentes ressources témoigne d'un besoin des acteurs locaux d'être bien connecté aux dynamiques nationales et internationales de production et de distribution de la richesse.

D'autre part, le développement local est appelé à se déployer, comme stratégie d'action, dans un contexte international et national en pleine transformation. Les notions de post-fordisme, de post-keynésianisme, de post-colonialisme, de mondialisation accélérée, témoignent des changements en cours. Dans ce contexte prend forme une nouvelle question mondiale. Cette dernière transcende toutes les localités et les cultures, tant celles du Nord que du Sud. Au cœur de cette question, deux préoccupations majeures : l'approfondissement des mécanismes inégalitaires fondés sur la privation de ressources et de droits ; la montée en puissance de la crise écologique.

Face à cette nouvelle question mondiale, à l'échelle locale il se déploie de nouvelles pratiques solidaires, lesquelles reposent sur une façon renouvelée de concevoir le développement. Il ne s'agit plus seulement de créer de l'emploi ou de faire de l'emploi la pierre angulaire du discours sur le vivre ensemble à l'échelle locale. Au contraire, la réalité de la création d'emplois est minimisée au profit d'une promotion d'activités socio-économiques misant sur la solidarité entre des individus et entre des groupes sociaux et sur la prise en compte de la variable écologique.

En d'autres termes, telle est notre hypothèse de travail, l'émergence de nouvelles pratiques solidaires et écologiques exerce des pressions en termes de redéfinition du paradigme du développement local. Nous illustrerons cette transition en cours à partir d'une analyse des transformations observées au fil des deux dernières décennies. Ces transformations portent autant sur la façon d'aborder ou de traiter théoriquement du développement local que sur des initiatives locales qui sont mises en place ou appuyées par des acteurs publics, privés ou associatifs.

1.0 Une lecture différenciée de la nouvelle question mondiale

Malgré les gains réalisés au fil du dernier siècle, la persistance de la pauvreté rappelle les limites d'un libéralisme. Ce dernier demeure incapable de produire une intégration socio-économique décente et équitable des populations et des territoires au projet moderne (voir graphique 1). Si, par exemple, les inégalités globales ont décliné, *la faim a reculé, la pauvreté également, l'espérance de vie s'est élevée, la mortalité infantile a baissé, l'alphabétisation et l'éducation ont progressé* (Brasseul, 2005, p. 177), il

n'en demeure pas moins que les inégalités, dans leurs spécificités sectorielles (femmes, jeunes, migrants, etc.) et territoriales (ruraux, vieilles zones industrielles, etc.), se recomposent au fil et à la mesure de l'approfondissement du processus d'intégration des populations et des territoires à la modernité. Dès lors, un constat d'évolution à somme nulle : gains minimaux d'un côté et pertes accentuées de l'autre (Dubet, 2000).

Au Nord, la pauvreté est une question sociale mineure. Elle concerne tout au plus entre dix et trente pour cent de la population.² . Somme toute, pour les populations des pays occidentaux, il est de commune mesure de penser que la société libérale est l'expression accomplie d'une forme de développement condamnée à repousser les différentes frontières du progrès.

Au Sud, la grande pauvreté est vécue autrement. Elle est une question de survie qui affecte entre cinquante et quatre-vingt-dix pour cent de la population. Cette question draine fortement l'imaginaire des populations de ces pays. Ils sont considérés, tant de l'intérieur que de l'extérieur, en situation de crise dite structurelle. Pour sortir de cette dernière, il leur est proposé, pour ne pas dire imposé, de moderniser leur culture. Un tel projet nécessite une hyper adaptation culturelle de leur société, laquelle passe inmanquablement par le mythe du « développement désiré ». Pour répondre à cette finalité, la composante traditionnelle de l'héritage sociétal des populations du Sud est sacrifiée à l'autel du progrès. Les populations du Sud n'ont d'autre choix que de se détourner d'un modèle considéré perdant pour adopter le modèle dit gagnant de l'Occident (McMichael, 1996).

En ce qui concerne le deuxième grand enjeu, portant sur la question environnementale, les populations du Sud sont conscientes des effets négatifs qu'engendre sur leur environnement le développement à l'occidentale. Les dérèglements écologiques sont perçus comme un mal nécessaire pour atteindre le niveau de richesse généré par les économies du Nord. Au fond, le Sud rappelle avec raison comment l'industrialisation du Nord a engendré de grandes pollutions et des catastrophes écologiques importantes. Polluer pour s'industrialiser serait en quelque sorte passage obligé, un coût à externaliser pour accéder au rang des pays développés.

Au Nord, l'état de la réflexion sur la question environnementale indique un ébranlement de la confiance des populations dans la capacité de résorber les problèmes de pollution sans mettre en danger la croissance continue du système économique. À la fin des années 1970, si tout semblait pouvoir être contrôlé avec l'apparition de politiques publiques implantées pour contrôler les émissions de polluants, aujourd'hui, l'optimisme laisse place au scepticisme. Un nouveau discours chemine, tant dans les milieux scientifiques qu'au sein des grands médias, en affichant des certitudes sur les effets néfastes des activités humaines sur l'environnement.

2.0 Une civilisation hédoniste et capitaliste malade de développement

Face à la nouvelle question mondiale, nous pourrions rêver d'un monde meilleur érigé sur les bases civilisationnelles actuelles. Nous pourrions penser le faire sans tenir compte des contradictions propres au système culturel moderne ou sans prendre en considération les ratées historiques propres à la civilisation capitaliste (Schwartz, Leyden, Hyatt, 2000 ; Sorman, 2001). Adopter une telle attitude reviendrait à dire que la technoscience est en mesure de guérir le malade : quel qu'il soit ! Qu'une fois soigné et remis sur pied, le capitalisme pourrait fonctionner humainement, en toute sagesse, bonté,

2 Pour les données sur la pauvreté, voir PNUD (2003).

générosité, fraternité et solidarité ! Qu'on serait en mesure de reléguer au passé les inégalités ou les iniquités. Que la domination, l'exploitation et les conflits de propriété disparaîtraient. Que les externalités ne sauraient être que positives.

Mettons fin à ce rêve insensé. Le travail historique de « guérison » du capitalisme, entrepris au fil des deux derniers siècles, nous contraint de penser que le malade (i.e. les classes dirigeantes de la civilisation capitaliste) ne souhaite pas être soigné.

Le capitalisme est le produit d'une hégémonie de classe. Il ne peut exister en dehors de la rationalité qui constitue son essence et qui lui a donné naissance. Le capitalisme sans domination, sans exploitation ou sans appropriation ne peut exister. Faire fi de cette réalité dont témoigne l'Histoire, c'est endosser les habits du personnage théâtral à la fois sourd, muet et aveugle.

Quelle voie emprunter face à la nouvelle question mondiale ?

Eu égard à la nouvelle question mondiale, quelles options se présentent à l'humanité ? Par l'intermédiaire de la figure 1, nous schématisons le débat actuel sur les choix socio-économiques qui sont proposés pour y répondre. Ces choix font présentement l'objet, tant au Nord qu'au Sud, de réflexions théoriques et d'expérimentations pragmatiques diverses (Rahnema et Bawtree, 1997 ; Amin, Houtart, 2002 ; MAUSS, 2002).

Dans la partie gauche de la figure 1, nous situons l'option dite hyper libérale. Elle incarne un modèle de développement en continuité avec les principes mis de l'avant au siècle des Lumières. Cette proposition fait présentement l'unanimité au sein des populations du Nord. Elle postule que la mondialisation de l'économie et du politique doit reposer sur les fondements libéraux de la modernité. En ce sens, tant le marché, l'État et la société civile constitueraient les grands champs institutionnels pour structurer le devenir des sociétés. L'état recherché serait celui de l'équilibre parfait entre un marché sans frontières, un État planétaire et une société civile mondialisée. Dans cet univers libéral, les fondements de l'unité sociétale reposeraient avant tout sur la recherche du bien commun et de l'intérêt général par la primauté de la propriété privée dans la réalisation de l'intérêt individuel.

La logique de fond qui anime le modèle hyper libéral est celle du développement continu tant par et dans une exploitation mécanique et radicale de la nature qu'à partir d'une hypo et hyper valorisation des ressources humaines (exclusion d'une part et inclusion d'autre part). Dans le continuum hyper libéral, la dimension économique est divisée entre trois grandes familles unifiées sous le vocable « économie plurielle ». Au sein de cet univers, l'économie privée occupe une place dominante . Cette dernière est elle-même l'objet d'une tension entre ses composantes nouvelles et anciennes. Quant à l'économie publique ou à l'économie sociale, elles favorisent la réalisation d'activités distinctes ou complémentaires à celles mises de l'avant par l'économie privée.

Chacune des trois économies articule de façon très différente les logiques fondatrices du rapport à l'économie : le don, la réciprocité et l'échange marchand (Laville, 2003). Si les trois économies mettent en scène des rapports marchands, elles font appel à la logique de réciprocité et à celle du don avec plus ou moins d'importance. Il y aurait plus de don et de réciprocité au sein de l'économie sociale. Le don et la réciprocité seraient plus effacées dans les initiatives portées par l'économie privée. Dans la même veine, il y aurait une plus grande prise en compte d'objectifs sociaux dits redistributifs et insertifs élargis par l'économie sociale et l'économie publique que par l'économie privée.

Dans ce modèle, le processus d'intégration partielle de populations au marché capitaliste est plus que

valorisé, c'est une nécessité structurelle. La marginalité et l'exclusion sont essentielles pour générer de la plus-value. La plus-value prend racine dans le processus de dépossession conduisant à l'appropriation du pouvoir, de l'avoir ou du savoir d'autrui. Point de plus value sans inégalité, pas d'inégalité sans gouvernamentalité déposédante.

Une autre voie est possible

Revenons à notre argumentaire sur les deux options que nous avons schématisé dans la figure 1. Dans la partie droite de cette figure, nous avons imaginé un modèle alternatif, celui d'une « civilisation plurielle » à éthique ascétique solidariste-écologique. Selon ce modèle civilisationnel pluriel, l'économie serait une socio-économie politique.

Cette socio-économie politique prendrait en compte la nature insécable de toute activité à vocation économique eu égard à ses dimensions politique, sociale, culturelle et écologique. La logique mise en scène tournerait le dos à un libéralisme inéquitable eu égard aux droits et aux conditions de vie. Elle privilégierait son contraire : une social-démocratie de l'équité des droits, des responsabilités et des conditions de vie. Elle impliquerait un refus de l'utopie développementaliste fondée sur la croissance et le progrès par et dans la privation de la majorité au profit d'une minorité ; en affirmant que les besoins des êtres humains doivent éthiquement être limités dans leur expression ; en prenant compte de l'incidence de l'action humaine sur les systèmes écologiques. Elle demanderait de reconnaître les grandes richesses historiques que nous avons produites et sur lesquelles nous pouvons compter à l'avenir. Le principe de recycler, de conserver, de préserver prendrait une valeur plus importante que celle du « prêt à consommer – prêt à jeter » sur lequel nous surfons largement en multipliant l'offre de produits et de services à sur consommer.

Le nouveau modèle valoriserait la prise en considération des coûts sociaux et environnementaux de l'activité humaine et pondérerait l'utilité de toute activité en fonction de ces derniers. Dans une telle logique, et de façon hyper caricaturale, naviguer à la voile en prenant trois semaines et plus pour traverser l'Atlantique serait tout à fait approprié et hautement valorisé. Dans une telle logique et de façon réaliste, considérer les besoins de l'être humain comme étant limités en fonction des libertés et des droits des uns et des autres serait jugé tout à fait normal et fortement valorisé.

Enfin, l'économie plurielle que nous avons décrite dans la section précédente, qui est fondée sur la dissociation entre les économies sociale, privée et publique, prendrait les traits d'échanges socio-économiques solidaires et écologiques. Les logiques de marchandisation, de gouvernementalisation, de socialisation, et de mise à disposition écologique des extrants se croiseraient en toute naturalité du local au mondial. Dans une telle perspective, la pluralité disparaîtrait puisqu'elle deviendrait la nature même de l'activité sociale, le social étant réuni.

Choisir entre ces deux modèles constitue un combat de fond dont l'enjeu est de définir laquelle des deux éthiques deviendrait hégémonique ; laquelle guiderait le travail de construction de réponses concrètes à apporter aux grands défis historiques de l'heure. Poursuivre dans la voie de l'éthique de l'hyper libéralisme ne poserait aucun problème pour des auteurs tels Guy Sorman (« Le progrès & ses ennemis », 2001), ou encore pour Peter Schwartz, Peter Leyden et Joel Hyatt (« La grande croissance, vingt ans de prospérité nous attendent. Êtes-vous prêts? » 2000).

Pour d'autres auteurs, le progrès et le développement représentent des utopies dont il faut se départir. Tant Michel Baud avec « Le basculement du monde » (1997), Michel Bernard, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin sous le titre « Objectif décroissance, vers une société viable » (2003) que Serge

Latouche, avec « La méga-machine, raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès » (2004), s'inscrivent dans une perspective prônant la voie d'une sortie de crise par l'intermédiaire d'une voie éthique social-démocrate.

À un autre niveau que celui représenté par la recherche académique, la pensée en action à vocation utopiste solidaire donne vie à un nombre important d'initiatives locales aux quatre coins de la planète (Vachon, 1990 ; Laville, 2000 ;). Comme nous l'avons montré pour l'espace québécois (Silvestro et Fontan, 2005), tout un ensemble de pratiques sociales contemporaines explorent de nouvelles façons d'articuler les rapports entre économie, politique, éthique et société. Au sein de ces initiatives, des innovations sociales radicales sont déployées sans aucune prétention. Les collectifs porteurs de ces initiatives déclarent tout bonnement vouloir faire des choses à leur façon. Ils ne déclarent pas vouloir changer le monde. Que pouvons-nous apprendre et retenir de ces expériences ? Comment ces innovations peuvent-elles voir leur usage se généraliser pour avoir une portée matricielle ?

Tant les chercheurs que les acteurs sociaux de l'alternative proposent le renouvellement du libéralisme et préconisent un renouvellement de la social-démocratie par le biais de l'innovation. Cette dernière est perçue comme l'espace à partir duquel peuvent être mis en place de nouvelles combinaisons sociétales, de nouveaux arrangements institutionnels, de nouvelles orientations culturelles.

3.0 L'innovation en mouvement

L'innovation représente pour nous un outil et non une solution. Elle peut être positive ou négative, tout dépend des intentionnalités et du sens que les acteurs sociaux lui donnent. Il importe de bien comprendre en quoi et comment la mise en scène de l'innovation permet des modes totalement différents d'appropriation et de localisation des ressources sociétales.

La modernité a été structurée à partir de différentes rationalités qui rendent possible le vivre ensemble moderne centré sur une forme institutionnelle centrale : l'État-nation. Premièrement, le principe de sociation fondée tant sur l'individualisme que sur l'association simple et contractuelle (famille nucléaire, groupe secondaire, organisme associatif) assure la structuration de base de la société. Deuxièmement, un mode de gouvernementalisation reposant sur le principe de la démocratie représentative (gouvernement élu) anime la sphère du politique. Troisièmement, un mécanisme autonome de gestion des rapports marchands s'est lentement imposé via une logique d'échange reposant sur un équilibre théorique entre une offre et une demande à être régulée par le marché. Quatrièmement, le rapport au normatif et à la connaissance a été désacralisé pour faire de la technoscience une clé indispensable pour assurer le développement d'une civilisation hyper matérielle.

La particularité du système culturel de la modernité est de faire en sorte que les dites composantes du système soient en apparence autonomes. Le marché n'a pas à penser l'équilibre entre l'offre et la demande en fonction d'une prise en compte des coûts environnementaux. Les « marchands » disent que c'est à l'État d'y voir. Il doit gérer les effets découlant de la non prise en compte du rapport écologique au sein de leur entreprise. L'État, tel qu'il est pensé par les promoteurs du marché libéral, doit couvrir les coûts engendrés par un système de production et de consommation qui engendre une variété de formes de dégradation des écosystèmes. De même, la société civile doit penser les plaies et remédier aux maux subis par des populations et des territoires exclus des avantages de la modernité sans chercher à s'attaquer aux causes profondes de ces plaies et maux. Les niveaux de fonctions et de responsabilité sont imbriqués dans la dépendance et dans des formes d'action dites de complémentarité négative. Bien que ce système sociétal (Parsons, 1937, 1951) constitue une innovation systémique importante par rapport aux modes sociétaux précédents de fonctionnement, il porte en soi des

contradictions et des contraintes que nous devons prendre en considération pour donner jour à un cadre systémique qui ne serait pas réducteur et porteur de privation.

Le mouvement d'appropriation de la nouveauté

Si nous sommes invités à penser qu'il est approprié d'œuvrer et d'innover socialement au sein de dimensions sectorielles du corps social, il importe de comprendre qu'il s'agit tout au plus d'une invitation réductionniste de la complexité des faits sociaux. Dans la réalité, nous rappelle Karl Polanyi (1983), les faits sociétaux intègrent non seulement les dimensions technique, sociale, politique ou culturelle, mais ils le font non pas pour que le système culturel d'une société soit fonctionnel en soi, mais bien pour que des composantes humaines particulières du dit système en tirent plus avantage que d'autres : les hommes vis-à-vis des femmes, les aînés vis-à-vis les cadets, les représentants hiérarchiques vis-à-vis leurs subalternes, les propriétaires vis-à-vis les démunis, etc.

À l'aide des figures 2 et 3 sont représentés tant le processus que la dynamique à la base de ce que nous entendons par mouvement d'appropriation dans et pas l'innovation. Le processus et la dynamique rendent compte de la façon dont l'appropriation de ressources est rendu possible par un ensemble d'actions en trois temps permettant l'émergence, la mise en forme puis la sédimentation de lois, de valeurs, de normes et de règles, en d'autres mots, comment le contrôle des actions humaines est approprié par certains acteurs sociaux tout au long du processus porteur de nouveauté ou de changement social.

La figure 2 porte spécifiquement sur la dynamique sectorielle de l'innovation. Si l'innovation se décline en plusieurs dimensions, celles-ci occupent des places différentes dans la dynamique prenant place au sein d'une société. Il importe donc de classer les types d'actions socialement orientées par les acteurs sociaux. Ces actions, nous les situons au sein de trois lieux distincts.

Un premier lieu regroupe les actions collectives et les mouvements sociaux. Ce lieu constitue la grande scène où s'affrontent les imaginaires culturels et les nouvelles propositions de socialisation. De la désobéissance active à la proposition de nouvelles valeurs culturelles, ce lieu favorise l'incubation de nouvelles éthiques, de nouvelles façons de concevoir les gabarits de la socialisation. Les utopies et les totalitarismes y prennent forme de façon programmée et programmante. C'est en quelque sorte le lieu désigné de construction de l'usage des épistémès.

Un deuxième lieu accueille les actions organisées, celles qui prennent place dans des organisations au sens restreint (une entreprise ou un organisme sans but lucratif) ou au sens large (une communauté organisée, une famille ou une classe sociale). L'action organisée met en scène des innovations sociales, économiques, technologiques ou politiques, donc des constructions de l'usage de nouvelles combinaisons sociétales, de nouveaux procédés, de nouvelles techniques, de nouveaux rapports au pouvoir.

Un troisième lieu agrège les actions institutionnelles, celles à partir desquelles se généralise la définition d'un usage social à un ensemble élargi d'utilisateurs. L'institutionnalisation cristallise l'action organisée et permet de meubler le cadre défini par l'épistémè des actions collectives. Elle constitue aussi le lieu où les obsolescences vont prendre forme. La cristallisation d'une innovation soumet cette dernière à l'usure du temps : nouvelles exigences, pressions sociales, résistances. L'adaptation continue peut permettre une régénérescence de l'innovation, dans le cas contraire, l'inadaptation conduit à des ruptures et à des abandons d'usages sociaux.

Dans « Capitalisme et socialisme », Schumpeter (1990) décrit fort bien comment l'usure sociale qui prend place au sein de la bourgeoisie conduit à un changement d'épistémè. Un basculement sociétal se produit alors. Il marquerait le passage du capitalisme au socialisme, non pas parce que ce dernier est meilleur, mais parce qu'il représente une mise à mort de la capacité d'innover en figeant dans une forme institutionnelle indépassable une forme de vivre ensemble fortement bureaucratisée et insensible à la stratégie adaptative individuelle ou collective de se dépasser.

Le local : épiceutre du mouvement dans l'espace de la nouveauté

Ayant décrit le mouvement d'appropriation de la nouveauté à partir de trois instances de déploiement de l'innovation à même des actions collectives, des actions organisées ou des actions instituées, il importe de situer comment cette appropriation se déplace dans l'espace et forcément dans le temps. Historiquement, l'invention de la roue ne s'est pas faite dans tous les lieux géographiques de la planète où elle a été utilisée. L'invention peut certes avoir émergé au sein de plusieurs cultures de la planète. Elle a surtout été diffusée dans une myriade d'autres.

La figure 3 nous permet de saisir l'essence même de la territorialité de l'innovation : elle est fondamentalement locale. Elle prend lieu à un endroit physique concret et à un moment donné, bien déterminé. De là, dépendamment des luttes et des conflits entourant le ou les mouvements d'appropriation en place, elle demeurera locale où elle se mondialisera. Il en fut ainsi de la roue, de l'écriture, de la monnaie, d'Internet.

Situer l'innovation dans la sphère du local revient à considérer le caractère spécifique et transformateur de l'acte d'innover. La contagion fait vague en se diffusant d'une personne à une autre. Chaque personne représente alors un lieu réfléchi, voulu ou subi d'incubation de la transformation.

La force du local est de permettre le développement premier de l'invention, puis son passage à la construction de l'usage (innovation naissante), puis la généralisation de l'usage social (innovation mature) par des effets de contagion qui ne sont pas uniformes mais bien localisés dans le temps et l'espace (effet épidémiologique).

4.0 Le projet local

La théorie du développement local a permis, à ses tous débuts, d'attirer l'attention sur le local comme un lieu d'exercice de nouvelles luttes socio-économiques. Cette théorisation s'est fortement définie en fonction d'une logique modérée de transformation sociale où l'étapisme et le réformisme étaient considérés comme le meilleur moyen pour réaliser les objectifs portés par les nouveaux acteurs du local. Cette théorisation est aussi caractérisée par une faible capacité de distanciation par rapport aux discours et aux pratiques du projet développementaliste, d'où la relative facilité d'institutionnalisation des pratiques sociales qui se sont inspirées de ce discours pour répondre à des urgences urbaines ou rurales faisant la promotion d'une création de richesse par la création d'emplois locaux.

Comment penser le paradigme du développement et sa déclinaison en développement local sans tenir compte des critiques importantes qui ont été adressées au concept par différents chercheurs tels Latouche (1985 et 2002), Comelieu (1991), Ndione (1994), Rist (1996), McMichael (1996), Rahnama et Bawtree (1997) ou par des collectifs d'intervention du type de *l'International Network for Cultural Alternatives to Development* ou du *Réseau européen pour l'après-développement* (2002). En d'autres termes, le renouvellement du paradigme du développement local sera d'autant plus riche qu'il permettra d'apporter des réponses aux questions qui sont posées par les théoriciens de l'après-

développement, du post-développement, de l'anti-développement ou de la décroissance.

Une des pistes pour réaliser ce renouvellement consisterait dans la définition d'un projet moderne pour le local. Cette proposition a été énoncée il y a un peu moins de deux siècles par Alexis de Tocqueville (1837). Le *Projet local* à notre sens porte sur la socialisation et la mobilisation des individus, des groupes, des organisations et des institutions autour d'une grande médiation portant sur la rencontre d'intérêts très différents sur la scène du territoire local. Cette médiation n'a pas à faire de l'économie, donc de l'emploi et de la richesse « monétaire » la pierre angulaire du développement local. Au contraire, le *projet local* a tout avantage à aborder dans sa totalité le social qui occupe le local.

Si l'État s'est octroyé historiquement le sens profond de la citoyenneté, cette dernière profiterait grandement à être redéfinie par rapport aux implications du projet de la mondialité. Le *projet local* permettrait une réappropriation de la capacité de l'acteur local d'intervenir sur le devenir global de sa collectivité. Pour ce faire, il s'agit avant tout de penser la collectivité à partir d'une convention constituante, de la voir se doter d'une vision de son devenir. Trop souvent les collectivités sont amenées à définir des plans de développement sur des bases qui sont définies de l'extérieur, en réponse à des indicateurs de performance qui lui sont imposées.

La mondialisation a créé une brèche dans la toute puissance de l'État-nation. Elle a rendu possible la définition d'une citoyenneté para-nationale tout en permettant aux instances territoriales infra-nationales qui le désirent de se doter d'un processus de citoyenneté spécifique.

Présentement, les contours de nouveaux espaces citoyens à l'échelle locale sont laborieusement en train de se définir. Il s'agit tant d'une construction en légitimité qu'en production de modalités concrètes d'existence : en termes de valeurs, de principes, de mécanismes d'expression, de droits et de responsabilités.

Le renouvellement du paradigme du développement local constitue une opportunité pour les chercheurs de renouer avec l'innovation sociale et culturelle en travaillant de concert avec les praticiens du développement local à la conceptualisation d'un cadre de réflexion approprié aux défis que pose la réalité actuelle.

Il est vrai que ce renouvellement exige de la part de tous et chacun un effort critique très important. Le renouvellement nous invite à nous délester de notre vieil appareil conceptuel et à innover pour travailler à la réalisation d'un « développement durable ». Il signifie donc un certain engagement « normatif » de la recherche. Cet engagement, pour être valide, demande un ancrage solide avec les milieux de l'intervention.

Conclusion : quel projet civilisationnel ?

Au terme de cette réflexion sur les liens entre le grand changement sociétal et les mouvements d'appropriation et de localisation de la nouveauté se pose la question des choix entourant la définition de l'usage sociétal du prochain projet civilisationnel.

Est-il adéquat de penser en termes de multitudes de projets civilisationnels, un pour chaque communauté locale ? Doit-on, au contraire, considérer que l'histoire humaine peut uniquement se déployer maintenant au sein d'une seule configuration hégémonique qui prendrait des couleurs locales ? Nous penchons pour cette deuxième option. La figure 4 rend présente cette conception. Deux grands éléments sont pris en considération : l'idée d'un vivre ensemble sociétal mondialisé et l'idée d'un vivre

ensemble écologique.

Un vivre ensemble sociétal mondialisé et un vivre ensemble écologique

L'éthique du vivre ensemble sociétal mondialisé reposerait sur un renouvellement des processus et de la dynamique démocratiques, sur une mise à niveau en quelque sorte de la social-démocratie. Les éléments constitutifs nous les connaissons déjà, chartre de droits de la personne certes, mais aussi chartre des droits collectifs, d'un côté, mise aux rebus de l'histoire des mécanismes de désappropriation et d'aliénation de l'autre.

L'éthique du vivre ensemble écologique pose la question du partage avec les autres espèces animales ou végétales des territoires et des ressources naturelles et humaines. Nous connaissons à peine à reconnaître les éléments constitutifs de cette éthique. Ils sont fondés sur la socialisation ascétique de l'individualité et de la collectivité où la règle de l'économie d'énergie et de ressources prime sur la règle de la surconsommation par la surproduction.

Au cœur de ces deux éthiques, une spatialité et temporalité de proximité : celles de l'échelle locale et du temps court. La primauté du local et du temps court sont des éléments à concevoir comme des garde fous à implanter pour éviter le retour du piège de la culture au service de la concentration. En concentrant l'énergie dans des technologies et des institutions de plus en plus efficaces et efficientes en termes de rendements, moins d'efforts pour plus de résultats, les innovations des temps passés ont été mises au service du développement du bien commun qui a favorisé le mieux être des uns par rapport au mal être des autres.

Un passage obligé par la décroissance

À l'aube du lendemain des sociétés humaines se matérialisent les choix, les décisions, les utopies et les conflits que nous avons choisi d'assumer ou de mettre de côté. Les acquis de demain sont le fruit des luttes et des alliances d'aujourd'hui.

En adoptant une stratégie évolutive culturelle, la grande famille des hominidés s'est dotée d'un formidable outil et mécanisme d'adaptation. Efficace au point où la mise en danger de la famille en est arrivé à ne plus relève de la compétition exercée par d'autres espèces, mais bien de l'intercompétition au sein même des sociétés humaines. Le résultat du succès fut mesuré par la victoire des homo sapiens sapiens sur les autres groupes d'hominidés.

L'histoire nous montre certes que la diversité s'est imposée au sein des homo sapiens sapiens pour donner une grande variété d'ordres civilisationnels. L'histoire nous montre aussi que la grande diversité d'autrefois disparaît au profit d'une grande civilisation mondiale.

Nous avons le choix de poursuivre dans la voie de l'unicité civilisationnelle. Il n'en tient qu'à nous collectivement de décider. Ni Dieu, ni Maître extérieur ne sont là pour nous imposer notre destinée. Cette dernière est plus que jamais entre nos mains. S'il a fallu accepter les guerres, les résistances et les révoltes. S'il a fallu composer avec les inégalités sous toutes leurs formes. Si nous observons régulièrement le déploiement de violences liées à des dysfonctionnalités humaines. Force est de constater que cet héritage nous a permis d'atteindre un niveau élevé de développement de notre espèce et que le projet est enfin achevé. Nous n'avons plus besoin de poursuivre dans la voie du progrès pour le progrès. Il convient plutôt, en tout humilité, de faire le point sur la façon dont nous voulons gérer notre héritage. À la façon dont nous voulons collectivement nous doter d'un ordre civilisationnel qui

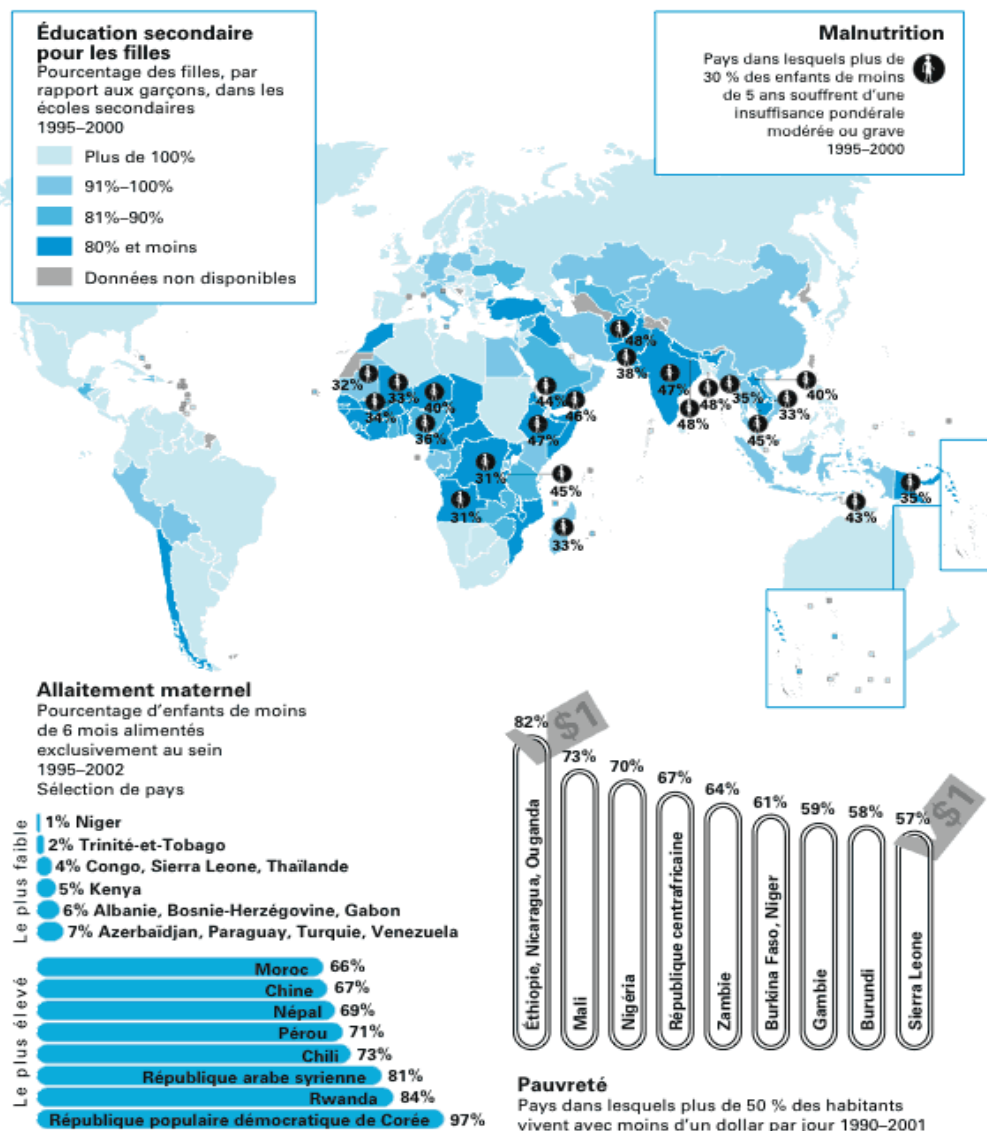
reprendra et respectera les bases éthiques du projet humain.

Parler ainsi signifie renoncer à la conquête des étoiles, au développement des nanotechnologies, à la colonisation de la biotechnologie. Parler ainsi signifie aussi se donner de nouveaux défis en misant sur la qualité du développement du par rapport à autrui, et ce, peu importe son identité culturelle.

La décroissance signifie tout au plus que l'on change la finalité actuelle de l'ordre sociétal mondialisé où le productivisme et le consumérisme sont définis comme ce qui garanti notre survie en tant qu'espèce. Actuellement, il est idéologiquement affirmé et proclamé que le salut humain passe par la généralisation et l'approfondissement de la civilisation capitaliste. Une idéologie similaire affirmait au Moyen Âge que le salut passait par la chrétienté!

La décroissance constitue un passage obligé pour penser un nouvel idéalisme, une nouvelle idéologie qu'il importe de bien incuber afin d'éviter la reproduction des tendances lourdes qui ont marqué l'histoire humaine à l'aide de mouvements d'appropriation et de localisation discriminants.

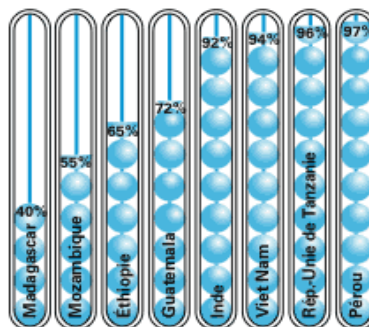
La décroissance ne constitue pas une fin mais une invitation à renouer avec les possibles. Elle est un premier pas, un appel à la désobéissance au cadre normatif de la modernité, à la recomposition des orientations culturelles actuel et son remplacement par un projet à penser, non pas comme l'a fait Joseph Schumpeter en proposant un socialisme reposant sur la mise à mort des capacités humaines d'innover, mais bien en termes de renaissance de la capacité de croître et de se développer par et dans un vivre ensemble démocratisé et un vivre ensemble écologique.



Objectifs de développement pour le Millénaire

Pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim, il faut se concentrer sur deux objectifs d'importance capitale : assurer l'éducation primaire pour tous et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Chaque fois qu'une fille achève une année de scolarité, on se rapproche un peu plus de l'élimination de la pauvreté.

Achèvement du cycle primaire
Pourcentage d'enfants qui atteignent la cinquième année d'école primaire
Données 1995-2001
Sélection de pays



Graphique 1 : Illustration de la pauvreté à l'échelle mondiale
Source : http://www.populationdata.net/cartes/actus/pauvrete_monde2004.html

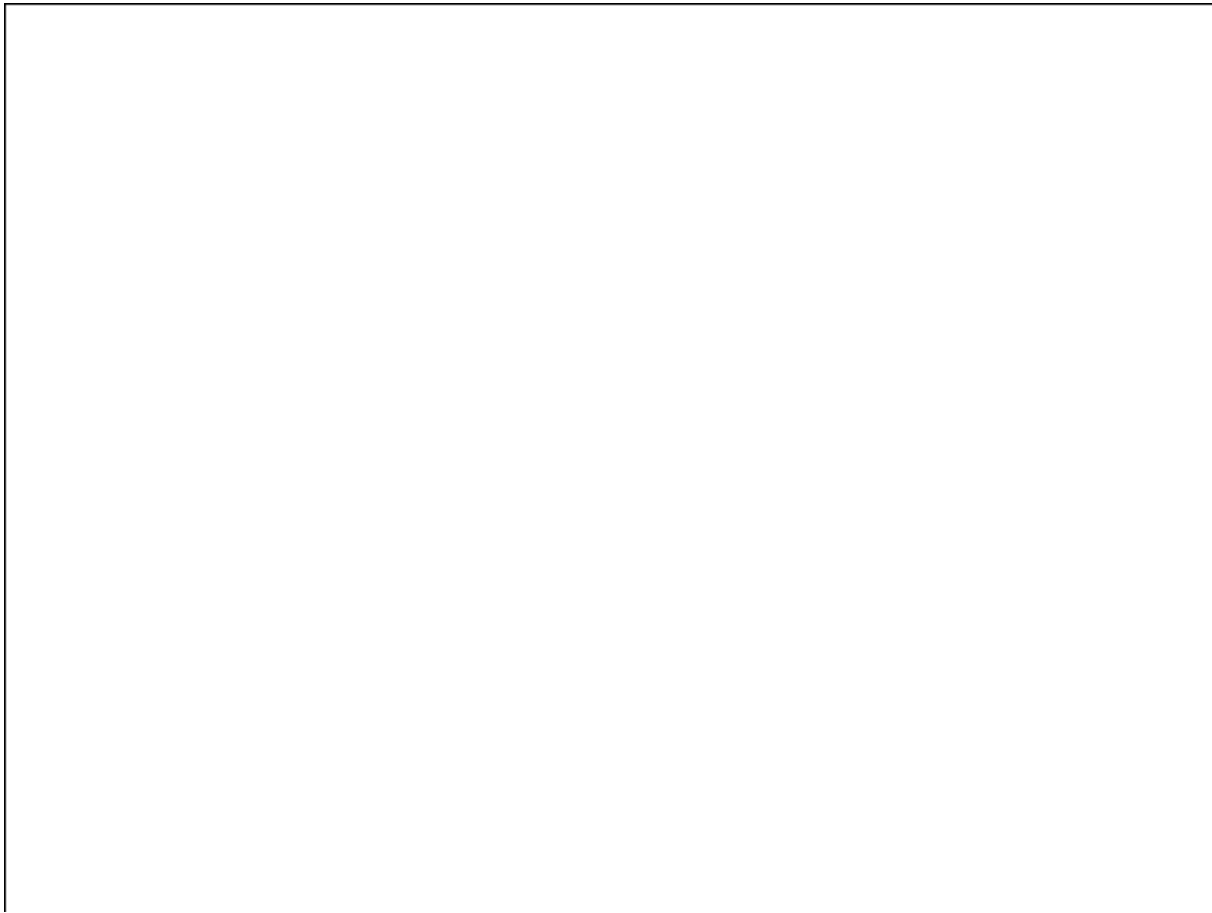
Figure 1

Figure 2

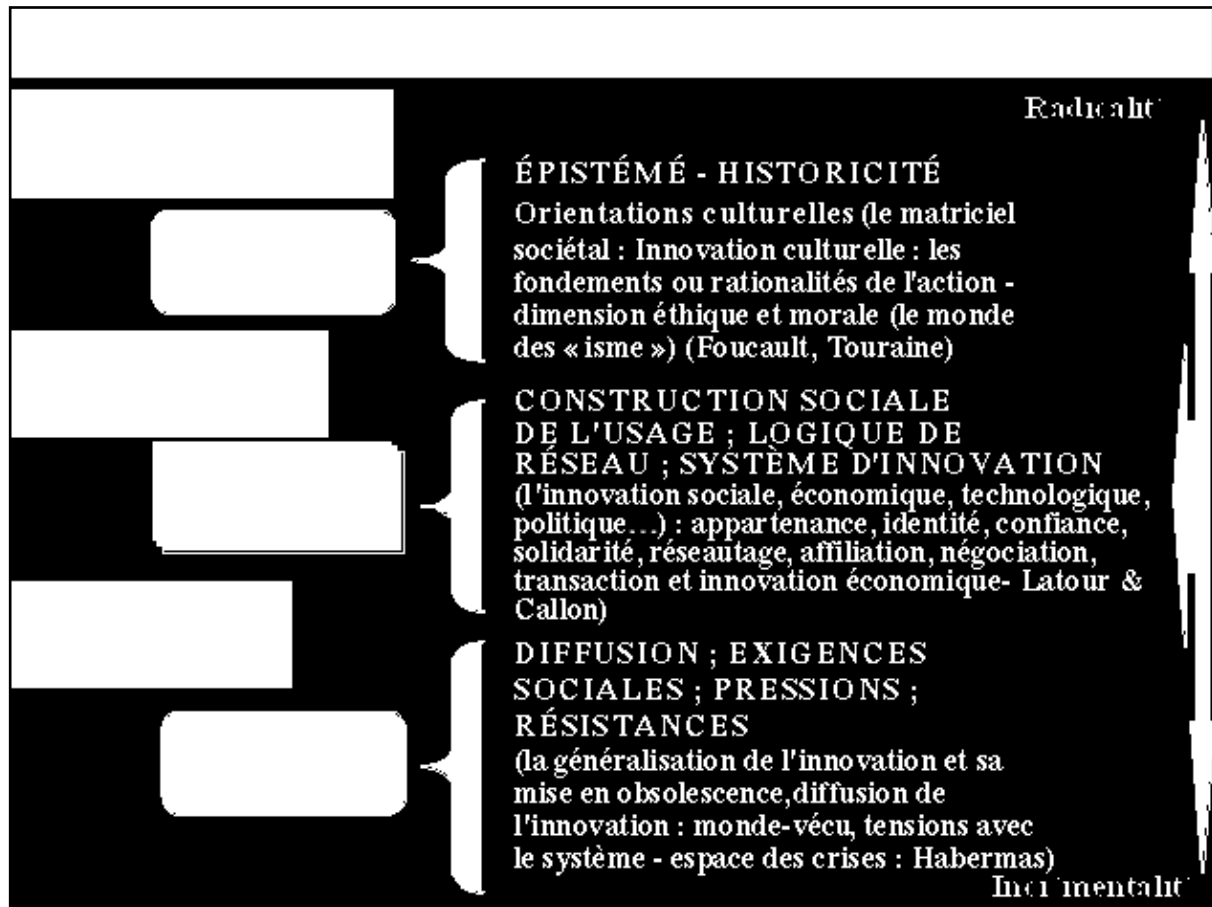


Figure 3

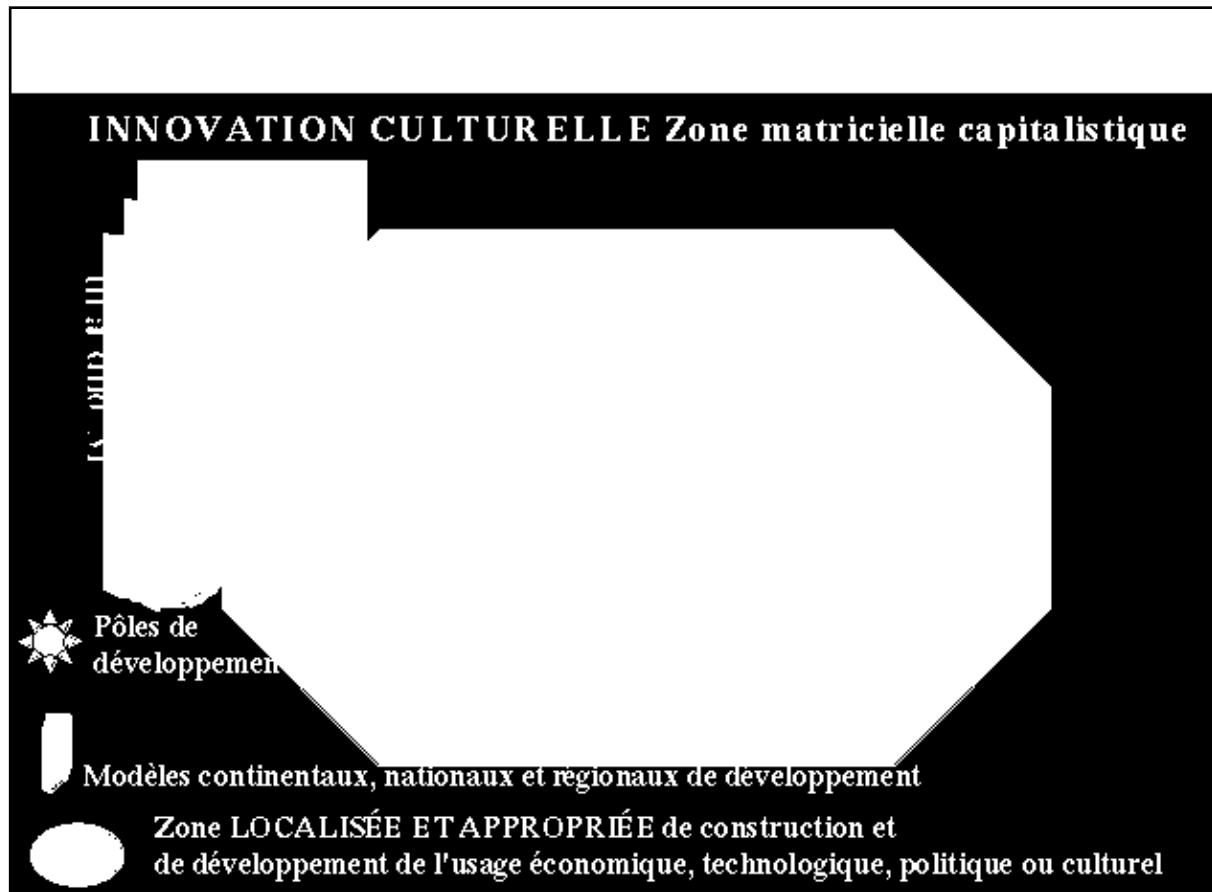
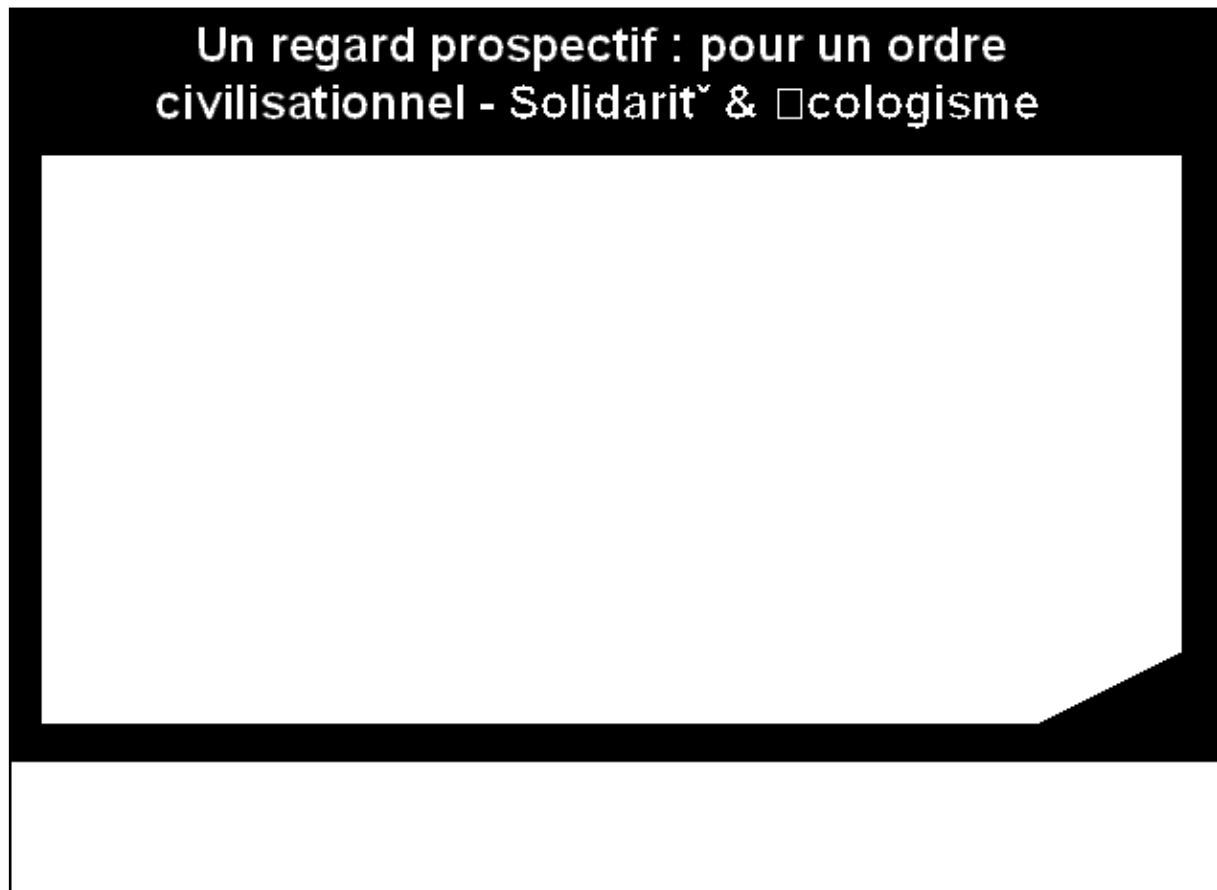


Figure 4



Références

- AMIN, S., HOUTART, F., (édit.) (2002), *Mondialisation des résistances, l'État des luttes 2002*, Paris, L'Harmattan.
- ANDRÉ, C., DELORME, R., (1983), *L'État et l'économie : un essai d'explication sur les dépenses publiques en France (1970-1980)*, Seuil, Paris.
- AROCENA, J., (2001). *El desarrollo local: un desafío contemporaneo*. Montevideo, Universidad Católica.
- AYDALOT, P., (1984b). *Dynamique spatiale et développement régional*, Paris, Economica.
- AYDALOT, P., (dir.) (1984a). *Crise et espace*, Paris, Economica.
- BEAUD, M., (1999). *Le basculement du monde*, Paris, La Découverte.
- BRASSEUL, J., (2005), *Un monde meilleur ? Pour une nouvelle approche à la mondialisation*, Paris, Armand Colin.
- CHASSAGNE, M.E., ROMEFORT, A., (1987), *Initiatives et solidarités pour le développement local: l'affaire de tous*, Syros/Adels, Paris.
- COLLECTIF D'ÉTUDE SUR LES PRATIQUES SOLIDAIRES (sous la direction de), (2007), *La consommation responsable, entre bonne conscience individuelle et transformations collectives*, Montréal, Les Éditions Écosociété
- CHOSSUDOVSKY, M. (1998), *Mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Ecosociété.
- DUBET, F., (2000), *Les inégalités multipliées*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- EISENSTADT, S.N., (1986), *The Origins and Diversity of the Axial Age Civilizations*, New York, Suny Press.
- EISENSTADT, S.N., (1989), *Cultural Tradition, Historical Experience and Social Change : The Limits of Convergence*, The Tanner Lectures on Human Values, Berkeley, University of California.
- FONTAN, J.M., (2002). « De la connectivité », *Organisations & territoires*, Vol.11, n° 1, pp. 59-63.
- FONTAN, J.M., (dir.) (2001). *L'évaluation sociale un enjeu politique*, Cahiers de recherche sociologique, n° 35, mars.
- FONTAN, J.M., KLEIN, J.L., TREMBLAY, D.G. (2005), *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan.
- FORAN, J., (1997), *Theorizing Revolutions*, New York, Routledge.
- GIDDENS, A., (2002). *La troisième voie*, Paris, Éditions du Seuil.
- HAFERKAMP, H., SMELSER, N.J., (edi.) (1992), *Social Change and Modernity*, Berkeley, University of California Press.
- KLEIN, J.L., (2002). « Pour sortir de l'approche centre – périphérie », *Organisations & territoires*, Vol.11, n° 1, pp. 33-38.
- LATOUCHE, S., (2002). « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation », revue du MAUSS, n° 20, deuxième semestre, pp. 77-89.
- LATOUCHE, S., (2004), *La méga-machine, raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte/MAUSS.
- LAVILLE, J.L. (2000), *L'Économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, réédition.
- LAVILLE, J.L., (2003), « Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle », Revue du MAUSS, *L'Alter-économie*. Quelle « autre mondialisation » (fin), n. 21, p. 237 à 249.
- LÉVESQUE, B., J.L. KLEIN, FONTAN, J.M., (1995). *Les systèmes locaux de production*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités.
- MAUSS, (2002), « Quelle autre mondialisation ? », Revue du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, numéro 20.
- MCMICHAEL, P., (1996). *Development and Social change*, Londres, Pine Forge Press.

- MÉDA, D., (1999). *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Aubier.
- MORIN, E., (2002). « Une mondialisation plurielle », revue du MAUSS, n° 20, deuxième semestre, pp. 43-53.
- PARSONS, T., (1937), *The Structure of Social Action*, New York, McGraw-Hill.
- PARSONS, T., (1951), *The Social Systems*, New York, Free Press.
- PNUD, (2003), *Rapport mondial sur le développement humain 2003, Les objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, Programme des Nations Unies pour le développement, Paris, Economica.
- POLANYI, K., (1983), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- RAHNEMA, M., BAWTREE, V., (dirs) (1997). *The Post-Development Reader*, Londres, Zed Books.
- Réseau européen pour l'après-développement, (2002). *Manifeste du Réseau européen pour l'après-développement*, revue du MAUSS, n° 20, deuxième semestre, pp. 90-97.
- RIST, G., (1996). *Le développement*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- SCHUMPETER, J.A., (1990), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot.
- SCHWARTZ, P., LEYDEN, P., HYATT, J., (2000), *La grande croissance, vingt ans de prospérité nous attendent. Êtes-vous prêts ?*, Paris, Robert Laffont.
- SILVESTRO, M., FONTAN, J.M., (2005), « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui ! », Possibles, volume, 29, numéro 2, printemps, pp. 100 à 117.
- SORMAN, G., (2000), *Le progrès & ses ennemis*, Paris, Fayard.
- TILLY, C., (1978), *From Mobilization to Revolution*, New York, McGraw-Hill.
- TILLY, C., (1992), *Coercion and Capital and European States, AD 990-1992*, New York, Blackwell Publishers
- TOURAINÉ, A., (1978), *La voix et le regard*, Paris, éd. du Seuil.
- TOURAINÉ, A., (1999). *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris, Fayard.
- TREMBLAY, D-G., FONTAN, J.M., (1994). *Développement économique local : la théorie, la pratique, les expériences*, Québec, Presses de l'Université du Québec.